

Numéro 87 - 23 juin 2016

Brésil

Le premier mois du gouvernement du coup d'État souligné par des manifestations de masse



São Paulo, 10 juin, 2016

Brésil

- Le premier mois du gouvernement du coup d'État souligné par des manifestations de masse
- Le dirigeant du coup passible d'expulsion du Congrès menace de faire tomber d'autres politiciens corrompus

Honduras

- Plus de 1000 étudiants assassinés depuis le coup d'État
- Journée mondiale d'action pour demander justice pour la militante des droits des peuples autochtones assassinée

Équateur

- Le gouvernement confirme les tentatives de déstabilisation de la part de la CIA

Cuba

• **Nul n'est de trop dans le socialisme - Oscar Sánchez Serra**

Brésil

Le premier mois du gouvernement du coup d'État souligné par des manifestations de masse

De grandes manifestations à la défense de la démocratie et en opposition au processus corrompu de destitution de la présidente Dilma Rousseff ont eu lieu dans presque tous les États au Brésil le soir du 10 juin. Des centaines de milliers de partisans de la présidente Rousseff se sont rassemblés à l'occasion du premier mois du gouvernement illégitime du coup d'État de Michel Temer. Le 12 mai, en dépit de l'absence totale de preuves ou d'accusations criminelles contre elle, le sénat du Brésil a voté en faveur du processus de destitution de la présidente Rousseff, ce qui a mené à sa suspension et son remplacement par le vice-président Michel Temer.



L'ancien président « Lula » da Silva

L'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, le prédécesseur de Rousseff et son mentor politique, a participé à la manifestation à São Paulo, qui a aussi rassemblé des associations étudiantes, des syndicats et d'autres mouvements sociaux. Selon les organisateurs, 100 000 personnes y ont participé.

« La chose la plus importante pour le mouvement social rassemblé ici est d'arrêter la destitution, d'arrêter le coup d'État », a dit Vagner Freitas, le dirigeant du CUT, le plus gros syndicat du Brésil.

Environ 20 000 personnes ont manifesté à Rio, selon les organisateurs, et des politiciens locaux bien connus ont pris part à l'action et les citoyens ont réclamé que Rousseff soit réinstallée dans

ses fonctions. D'autres grandes manifestations ont eu lieu dans des villes importantes comme Belo Horizonte, Brasília et Recife.

Dans une entrevue à la télévision le 15 juin, Rousseff a dit que si elle réussit à revenir en fonction, elle va consulter la population sur la voie que devrait prendre la politique nationale. Cette déclaration pourrait lui gagner l'appui de plus de sénateurs lors du vote final pour approuver le processus de destitution, lequel, selon les analystes, devrait avoir lieu en août.

Rousseff a parcouru le pays pour rencontrer les dirigeants locaux et participer à des rassemblements politiques, où elle reçoit toujours un accueil chaleureux.

Le premier mois du gouvernement Temer a été marqué par l'augmentation des scandales alors que les actions intéressées et la corruption des forces qui sont derrière le coup d'État sont de plus en plus exposées.

Actions de masse le 10 juin



Brasilia



Rio de Janeiro



Porto Alegre



Recife



Paraná, contingent de travailleurs de raffinerie

(Xinhua. Photos : Vermelho, V. Borba, B. Bou.)



Le dirigeant du coup passible d'expulsion du Congrès menace de faire tomber d'autres politiciens corrompus

Le 14 juin, le Conseil de l'éthique de la Chambre des députés du Brésil a voté à 11 contre 9 de suspendre Eduardo Cunha de son siège à la Chambre et de le bannir de toute fonction élue pendant huit ans pour avoir menti au sujet de ses comptes bancaires en Suisse non déclarés. Cunha est un

des principaux instigateurs du coup d'État parlementaire contre la présidente Dilma Rousseff qui, entre autres choses, avait pour but de détourner l'attention de la corruption des comptables eux-mêmes. La Cour suprême avait déjà suspendu Cunha de sa fonction de président de la Chambre basse du Brésil le 5 mai en vertu d'allégations d'utilisation de sa position pour faire obstruction à une enquête sur de possibles irrégularités.



São Paulo, 10 juin 2016

Le vote du 14 juin du Conseil de l'éthique concernait de présumés pots -de-vin d'une valeur de 5 millions \$US cachés dans un compte bancaire en Suisse. Cunha a nié la chose mais des représentants suisses ont confirmé à plusieurs reprises l'existence de ces comptes.

Si Cunha perd un vote sur la question à la Chambre basse - si au moins 257 des 513 députés votent pour le suspendre - il perdra son siège. Cependant, Cunha peut demander réparation au Comité de la Constitution et de la Justice de la Chambre avant la tenue du vote en plénière à la Chambre.

Le processus au Conseil de l'éthique a débuté en octobre 2015 et le vote a fait suite à des mois de tactiques dilatoires de la part de Cunha, faisant de ce processus le plus long du genre dans l'histoire du Conseil.

Cunha a maintenant commencé à menacer ses anciens alliés, dont le président installé par le coup d'État Michel Temer. Il a dit qu'aucun des projets de Temer ne passera à la Chambre basse sans son appui. Le 15 juin, il a déclaré que s'il est expulsé, il amènera 150 parlementaires dans sa chute de même qu'un ministre et un sénateur proches du président illégitime.

(TeleSUR. Photo : Vermelho)



Honduras

Plus de 1000 étudiants assassinés depuis le coup d'État

Au moins 1183 étudiants honduriens ont été assassinés au Honduras au cours des six dernières

années, a rapporté l'Observatoire de la violence de l'Université nationale autonome du Honduras (OV-UNAH), le 17 juin.

Selon le coordonnateur d'OV-UNAH, Migdonia Ayestas, la plupart des étudiants ont été tués au cours de vols commis par des gangs.

Plus récemment, au début de juin, trois étudiants ont été tués à Comayagüela et deux sont morts dans des attaques armées perpétrées par des éléments criminels inconnus.

La période de temps étudiée par l'OV-UNAH correspond à peu près à la période qui a suivi le coup d'État soutenu par les États-Unis, qui a démis le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya, le 28 juin 2009.

Dans un article paru le 12 avril sur la résurgence des escadrons de la mort du gouvernement au Honduras, *The Intercept* souligne que « le coup d'État a été accompagné d'une grande augmentation de la violence politique. Entre le coup et 2012, les forces de sécurité de l'État ont assassiné plus de 300 personnes, et 34 membres de l'opposition et 13 journalistes ont disparu, selon les données compilées par les organisations honduriennes des droits humains. Les assassinats politiques ont encore ajouté à la violence déjà perpétrée par les gangs et les trafiquants de drogue, faisant du Honduras un des pays les plus dangereux du monde. En 2012, Reuters a rapporté que le Honduras était le pays du monde ayant le plus haut taux d'assassinats.

« Bien que le taux d'assassinats ait diminué depuis, la violence politique au Honduras a continué. Depuis la fin de 2012, au moins 22 militants écologistes de premier plan ont été tués, selon Global Witness. »

Les gouvernements néolibéraux qui se sont succédé au Honduras depuis le coup d'État ont ouvert les ressources naturelles du pays au pillage étranger, ce à quoi le peuple s'oppose fermement. Cette résistance fait face à une répression violente et plusieurs personnes ont été tuées en défendant leurs droits, comme la militante autochtone Berta Cáceres qui a combattu les projets miniers et a été assassinée en mars de cette année.



Présence policière à la journée d'action à Tegucigalpa, au Honduras, qui a réclamé justice pour le meurtre de la militante des droits autochtones Berta Cáceres

(Prensa Latina, *The Intercept*. Photo : JASS Mesoamerica)



Journée mondiale d'action pour demander justice pour la militante des droits des peuples autochtones assassinée



Tegucigalpa, Honduras

Le 15 juin, des manifestations ont été organisées dans plusieurs pays du monde devant les ambassades et les consulats honduriens pour demander que justice soit faite pour l'assassinat de la dirigeante autochtone Berta Cáceres et pour « mettre fin à la mort, à l'impunité et à l'injustice » dans ce pays.

La journée mondiale d'action a été menée à l'initiative du Conseil civil des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH) que Cáceres a cofondé il y a plus de vingt ans pour défendre les terres, les ressources naturelles et la souveraineté de la nation Lenca. COPINH a appelé la communauté internationale à appuyer deux demandes afin d'intensifier la pression sur les autorités honduriennes pour qu'elles prennent des mesures d'urgence pour parer à la crise des droits humains et autochtones.

La première demande est de réitérer l'appel à la prise en main de l'affaire Cáceres par une équipe internationale d'experts indépendants, dirigée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, afin d'assurer une enquête impartiale et complète sur ce crime. Les autorités honduriennes n'ont pas tenu compte de cet appel et ont exclu de l'enquête les membres de la famille et les collègues de Cáceres.

La deuxième demande concerne « l'annulation immédiate et définitive » du projet de barrage Agua Zarca, qui est en cours de construction à Rio Blanco sans le consentement de la communauté locale de Lenca. Cáceres avait fait état de dizaines de menaces de mort et d'autres formes de harcèlement dans les années précédant son assassinat, y compris de la part d'agents qui seraient liés à la société responsable du barrage, l'entreprise énergétique privée hondurienne Desarrollos Energeticos SA, mieux connue comme la DESA.

Le dirigeant de COPINH, Tomás Gómez, qui a assumé le rôle vital de Cáceres dans l'organisation,

s'est rendu à Washington, D.C., pour se joindre à la manifestation locale et faire pression sur le Congrès pour qu'il suspende son aide en matière de sécurité au Honduras et mette ainsi fin à sa complicité dans les attaques systématiques et meurtrières contre les droits dans ce pays.

Gómez a déclaré récemment à TeleSUR que le harcèlement et les menaces contre le COPINH et la communauté de Lenca à Rio Blanco se sont intensifiés depuis l'assassinat de Cáceres le 3 mars dernier.



Montréal, Québec



Ottawa, Canada



Washington, D.C., États-Unis



Chiapas, Mexique



Managua, Nicaragua



Manchester, Royaume-Uni



Madrid, Espagne

(Photos : COPINH, Comité pour les droits humains en Amérique latine, Inter Pares, Movimiento Feminista, Comunidad de Catrachos, Witness For Peace)

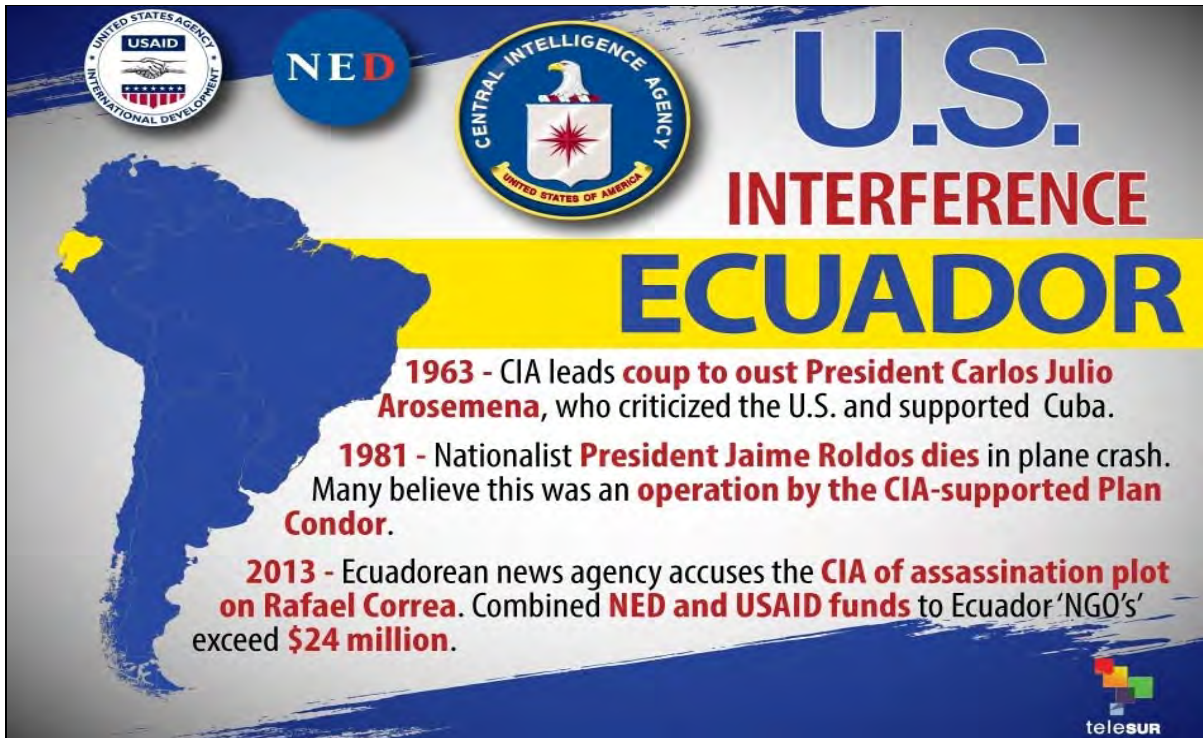


Équateur

Le gouvernement confirme les tentatives de déstabilisation de la part de la CIA

Lors d'une conférence de presse le 8 juin, le président équatorien, Rafael Correa, a confirmé que l'Agence centrale de renseignement des États-Unis (CIA) travaille avec les journalistes, les médias et les politiciens du pays à déstabiliser son gouvernement au moyen de campagnes de diffamation. Les affirmations de Correa ont été confirmées par une enquête de TeleSUR.

« La Fondation nationale pour la démocratie (NED) est la filiale financière de la CIA, comme c'est le cas au Venezuela et en Bolivie. La NED ne finance plus la Croix-Rouge mais des groupes qui donnent de la formation sur la démocratie. Autrement dit, sur la déstabilisation du gouvernement et d'autres mouvements d'opposition », a dit Correa.



Il a dit que son gouvernement connaît les activités outrageantes de la CIA en Équateur, le nom des groupes de l'opposition qui ont reçu des fonds et les stratégies qu'ils utilisent comme les réseaux sociaux, les pages web et les soi-disant analystes et chercheurs politiques.

Il s'agit d'une « action organisée visant à discréditer et, si possible, à déstabiliser » le gouvernement, a expliqué Correa.

Correa a rappelé qu'en 2008 le gouvernement équatorien avait expulsé un agent de la CIA nommé Siad, qui vendait des tapis dans le nord de Quito. Des commandants des forces policières, des politiciens et des journalistes venaient lui rendre visite pour recevoir des instructions.

Le chef d'État a dit que suite aux attentats d'Angostura en 2008 par les forces militaires colombiennes, il a été révélé que les services de renseignement du pays avaient été cooptés par des ambassades étrangères.



Tableau indiquant les liens entre la CIA et les journalistes en Équateur

Il a dit que même les nominations faites par les autorités à l'Unité des enquêtes spéciales de la police dépendaient de l'ambassade des États-Unis à l'époque.

Selon le rapport d'une commission spéciale, Manuel Silva, l'ancien directeur du Bureau des enquêtes spéciales (UIES), aurait remis des disques durs à l'ambassade des États-Unis suite aux attentats de 2008.

Depuis ce temps, le gouvernement équatorien a mis sur pied un Secrétariat national du renseignement doté d'équipement moderne afin d'assurer une meilleure coordination.

L'enquête de TeleSUR a révélé que la CIA, par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de la Fondation nationale pour la démocratie, a fourni des ressources économiques aux forces de l'opposition afin de déstabiliser les gouvernements progressistes de la région dans le but d'en garder le contrôle géopolitique dans les mains des grandes entreprises des États-Unis.

Le matériel audiovisuel présenté par TeleSUR a révélé le rôle joué par plusieurs politiciens équatoriens et étrangers dans les plans de déstabilisation de la CIA, dont l'ancien directeur du renseignement des forces armées, Mario Pazmino, le syndicaliste du pétrole Fernando Villavicencio - qui a été déclaré coupable de diffamation contre le président Correa - de même que l'agent SWAT Leyla Hadad Perez, une citoyenne libanaise qui agissait clandestinement au pays et transmettait les ordres des États-Unis aux politiciens en Équateur.

Parmi les alliés qui ont participé à la stratégie des États-Unis, il y a les journalistes Emilio Palacio (qui a cherché refuge aux États-Unis), Juan Carlos Calderon, Christian Zurita, Carlos Vera, Martin Pallares et Cesar Ricaurte, que les États-Unis ont financés pour qu'ils agissent dans leurs intérêts.

Les médias numériques, dont Plan V, Focus, Crudo Ecuador et 4Pelagatos - qui recevaient tous des fonds des bureaux étasuniens pour le soi-disant développement de la démocratie, des droits de la personne et de la liberté de parole - font aussi partie de ce réseau.

TeleSUR a aussi fait mention de rencontres douteuses entre des agents de la CIA et des politiciens équatoriens tels Gustavo et Marcelo Larrea, des liens de Marta Roldos avec des agences des États-Unis pour obtenir du financement pour des projets et de l'organisation constante de manifestations violentes par Andres Paez, et d'autres activités des États-Unis.

Pendant plus de 50 ans, la CIA a infiltré profondément la société équatorienne - Un reportage de TeleSUR

Selon des documents déclassifiés et des témoignages d'anciens représentants de l'agence, la CIA était organisée pour pouvoir s'ingérer de façon permanente dans les décisions politiques et sociales de l'Équateur.

Dès les années soixante, la CIA a infiltré les gouvernements, les forces policières, la société civile et les ONG afin de favoriser les intérêts des États-Unis au pays, et elle continue de tenter d'imposer son pouvoir et son influence dans la région.

Malheureusement, peu de gens connaissent les tactiques politiques qui ont mené à l'intervention d'agences du renseignement étrangères et les terribles conséquences que cela a eu pour l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale et son impact sur le nouvel ordre mondial.



Historique

La victoire de la Révolution cubaine en 1959 a fait en sorte que des groupes de résistance anticoloniale ont vu le jour partout en Amérique latine. L'Union soviétique a conservé sa puissance géopolitique en partie en appuyant son nouvel allié, Cuba. C'était le début d'une nouvelle Guerre

froide pour les États-Unis.

Au début des années soixante, l'agence a fait pression sur le président équatorien nationaliste José Maria Velasco Ibarra, et plus tard, sur son successeur, le vice-président Carlos Julio Arosemena Monroy, pour qu'ils rompent leurs relations diplomatiques avec le nouveau gouvernement socialiste de Fidel Castro à Cuba. Lorsque tous deux ont refusé d'isoler le gouvernement de Castro, ils ont été successivement évincés par les forces militaires du pays, appuyées par les opérations de la CIA.

L'Équateur, comme d'autres pays sud-américains, a été visé par l'Opération Condor dans les années 70. Cette opération préconisait la terreur d'État pour contrôler ce qu'on appelait la menace du communisme et éliminer les secteurs subversifs de la société.

L'Opération Condor visait les activistes, les organisateurs et les adversaires des dictatures mises en place dans la région grâce aux États-Unis. Deux présidents éminents en Amérique latine - Omar Torrijos du Panama et Jaime Roldos de l'Équateur - s'opposaient résolument aux mesures des États-Unis.

Roldos et Torrijos ont été tués dans un écrasement d'avion et, selon des documents déclassifiés de la CIA, leurs décès seraient possiblement liés à cette opération, et d'autres dirigeants de gauche ont aussi été ciblés dans la région.

Les enquêteurs croient toujours que la mort de Roldos est liée à une opération de la CIA au pays, puisque le président voulait réorganiser le secteur des hydrocarbures, ce qui représentait une importante menace aux intérêts des États-Unis en Équateur.

Infiltration profonde de la CIA

Parmi les activités moins connues de l'agence il y a l'infiltration par des centaines d'agents de bureaux diplomatiques, de partis politiques et de forces militaires de l'Équateur.

Des agents postés aux aéroports faisaient des rapports sur les passagers partant en destination de pays socialistes tels Cuba et l'Union soviétique et le courrier destiné à ces pays était ouvert et soumis à l'analyse de la CIA. Tout invité d'« intérêt spécial » logeant dans un hôtel faisait l'objet d'une surveillance constante. Même le personnel médical responsable du président Velasco Ibarra faisait rapport de ses tâches hebdomadaires à un bureau de la CIA au pays.

Des espions conservaient d'importantes listes de données sur des personnes ciblées, comportant leur nom complet, leur lieu de résidence, leur endroit de travail, leur numéro de téléphone, leurs loisirs et leurs endroits préférés, leurs passe-temps, le nom de leur conjoint et un dossier à leur sujet de même que le nom des écoles fréquentées par leurs enfants.

L'information qu'on jugeait pertinente pour l'agence était ensuite envoyée aux quartiers-généraux des États-Unis.

Les principales cibles de l'agence à l'époque étaient les groupes politiques des jeunes socialistes et communistes dans les universités. L'Union révolutionnaire de la jeunesse équatorienne (URJE) était considérée comme l'organisation la plus dangereuse et était la cible principale de la déstabilisation, de concert avec le Parti communiste d'Équateur, dont elle faisait partie.

Des agents infiltraient des organisations sociales et tentaient systématiquement de les discréditer pour ternir leur popularité en fabriquant des preuves menant à de fausses accusations de leurs dirigeants pour des crimes comme des attentats à la bombe contre des quartiers-généraux politiques

de la droite et même des églises.

La CIA pouvait toujours compter sur l'appui des réseaux médiatiques de droite qui publiaient de la fausse information et ne remettaient jamais en cause les sources ou la véracité des faits.

C'est par de telles méthodes que le mouvement de gauche a perdu son unité et son pouvoir dans les espaces politiques et sociaux du pays.

En dépit des documents et des témoignages qui attestent de ces activités, la CIA refuse toujours d'avouer que sa mission au pays comprenait l'infiltration des mouvements sociaux, des stations radiophoniques, des compagnies aériennes, des hôtels et même des hôpitaux.

Nouvelles méthodes, même stratégie

Le gouvernement équatorien actuel affirme que des groupes d'aide financière étasuniens liés à la CIA agissent présentement contre les organisations de gauche de l'Amérique latine.

Il est clair pour plusieurs que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Fondation nationale pour la démocratie (NED) sont des outils dans les mains du gouvernement des États-Unis pour favoriser leurs intérêts politiques, économiques et sociaux.

Plusieurs groupes et réseaux médiatiques de l'opposition en Amérique latine sont financés par l'USAID, la NED ou d'autres institutions privées ou publiques basées aux États-Unis. Joignant leur voix à celle du président équatorien Rafael Correa, d'autres présidents de gauche ont dénoncé ces institutions qui opèrent dans le but de déstabiliser leurs gouvernements comme ce fut le cas pour le regretté Hugo Chavez au Venezuela où le NED a financé des groupes d'opposition, et comme c'est le cas maintenant avec les groupes de libertés civiles responsables du processus de destitution contre la présidente brésilienne Dilma Rousseff.

Selon le président Correa, ces organisations jouent un rôle politique en provoquant le mécontentement social et en soutenant ceux qui s'opposent aux politiques du gouvernement. En 2012, Correa avait menacé d'expulser l'USAID et l'avait accusé de financer des groupes d'opposition et de s'ingérer dans la politique interne du pays.

Il a dit que d'autres gouvernements progressistes envisageaient de prendre des mesures semblables.

Certains rapports laissent aussi entendre que le président Rafael Correa pourrait lui-même être une cible de la CIA, à cause de son opposition résolue à l'ingérence des États-Unis dans son pays et dans la région. Depuis son arrivée au pouvoir, il a fermé une base militaire étasunienne à Manta en plus d'avoir expulsé deux diplomates étasuniens qui travaillaient pour la CIA. Il a aussi donné refuge à Julian Assange à l'ambassade équatorienne à Londres.

Comme elle l'a fait il y a cinquante ans, la CIA continue de s'ingérer et de s'infiltrer au moyen de nouvelles méthodes et de nouveaux joueurs en Équateur.

(Le 5 juin 2016)





Cuba

Nul n'est de trop dans le socialisme

- Oscar Sánchez Serra -

Depuis le mercredi 15 juin, les Cubains définissent et participent à la construction de leur avenir. Et ils le font comme un droit, qui sous-tend le caractère souverain et indépendant de la nation

Les accords étant pris pour être exécutés et non pour rester enfermés dans un tiroir, l'une des décisions du 7e récent Congrès du Parti prend forme ce mercredi 15 juin : celle qui, dès la première journée du 7e Congrès, apparut dans le Rapport central : « Nous avons décidé que les deux documents, à savoir la Conceptualisation et les bases du Plan national de développement, au terme de leur analyse au Congrès, seraient débattus démocratiquement par les militants du Parti et l'Union des jeunes communistes, les représentants des organisations de masse et de larges secteurs de la société, afin de les enrichir et de les perfectionner. »

Et le Premier secrétaire, le général Raul Castro Ruz avait ajouté : « À cette fin, nous avons demandé au Congrès de concéder au Comité central la faculté d'introduire les modifications émanant du processus de consultation en vue de son adoption définitive, en incluant les ajustements pertinents aux Orientations qui seront adoptées à cet événement. »



Il s'agit d'un accord de la plus haute importance, qui incarne depuis sa proposition la vision de pays que propose le modèle, dont les essences conceptuelles passent par une société souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable. Autrement dit, le Parti de la nation, certes unique, mais avec un profond caractère démocratique, soumet au peuple les deux textes afin de concrétiser un projet démocratique par excellence.

Il a été dit avec raison dans le Rapport que ces documents couvrent un large éventail de questions et présentent une grande complexité, qu'ils exigent d'être lus et analysés plus d'une fois afin de favoriser un débat proactif et source de propositions. Pour faciliter leur compréhension, il serait logique de passer par une étape initiale d'approfondissement du Rapport central du 7e Congrès pour trouver les pourquoi, si bien que face aux deux textes en consultation, il convient d'étudier d'abord la conceptualisation, afin de trouver la proposition de ce que nous voulons, et ensuite les bases du Plan national de développement à l'horizon 2030, afin de voir comment construire le pays souhaité une fois que nous aurons mis à jour notre modèle économique et social.

La conceptualisation expose les principales transformations caractérisant les nouveaux fondements, à savoir ce qui doit être changé, avec pour objectif d'aller de l'avant et de renforcer les principes — qui ne changent pas — de notre socialisme et construire la nation, avec les attributs qui la distinguent. Le document est rédigé au présent, il exprime ce que nous voulons être et, de plus,

définit les principes qui sous-tendent le modèle : la propriété sur les moyens de production ; la direction planifiée de l'économie et la politique sociale.

Le Plan national de développement à l'horizon 2030 définit les axes stratégiques (gouvernement efficace et socialiste et intégration sociale ; transformation productive et insertion internationale ; infrastructure ; ressource humaine ; science, technologie et innovation ; ressources naturelles et environnement, justice et équité), qui sont les forces motrices et font en sorte que le Plan se concrétise et que nous atteignons la société que nous voulons.

Il concerne toutes les sphères sociales et inclut les secteurs économiques, également stratégiques (constructions, électro-énergie, télécommunications, transport, stockage et commerce ; tourisme ; services professionnels, agro-industrie et industrie alimentaire, industrie pharmaceutique, biotechnologique et production biomédicales, agro-industrie sucrière et ses dérivés, et industrie légère), qui entraînent le reste de l'économie en favorisant un climat d'efficacité dans l'activité productive au niveau national.

Mais attention, il ne s'agit pas d'un débat uniquement économique, et le rapport lui-même le confirme. « L'économie reste la question fondamentale en suspens et le travail politique et idéologique est une question permanente, intimement liée à la bataille économique, car elle assure la participation consciente, active et engagée de la majorité de la population dans le processus de mise à jour du modèle économique et social. »

Depuis le mercredi 15 juin, les Cubains définissent et participent à la construction de leur avenir. Et ils le font comme un droit, qui sous-tend le caractère souverain et indépendant de la nation. Cette façon de procéder n'est pas nouvelle et renforce l'essence humaniste d'une Révolution qui, après 58 ans d'existence, ne considère pas son oeuvre comme achevée, celle-là même dont elle cherche à élever le niveau, non seulement sur le plan collectif, mais à partir des projets familiaux et personnels.

Il s'agit d'un projet de nation socialiste, dans lequel il est réaffirmé que personne ne sera abandonné à son sort. Revenons au Rapport central pour y lire : « Dans le domaine économique, les décisions ne peuvent, en aucun cas, signifier une rupture avec les idéaux d'égalité et de justice de la Révolution, et encore moins briser l'unité de la majorité du peuple autour du Parti. Nous ne permettrons pas non plus que ces mesures génèrent l'instabilité et l'incertitude au sein de la population cubaine. » La lecture de ce principe est claire : Dans le socialisme, du moins celui qui se construit à Cuba, nul n'est de trop.

Tout le monde compte, de même que comptent les opinions qui, à partir de ce jour, seront recueillies à propos de la Conceptualisation et du Plan de développement à l'horizon 2030, des textes qui ne sont pas des documents bureaucratiques, mais qui ont été étudiés par des universitaires, des spécialistes, des économistes, des intellectuels. Il a été dit qu'il y a eu huit versions de la Conceptualisation. Nous savons aussi que lors de deux plenums du Comité central (décembre 2015 et janvier 2016), 900 suggestions avaient été émises, ce qui a entraîné une nouvelle version. Ensuite, cette dernière a été présentée dans un contexte plus élevé : celui des 1 000 délégués et plus de 3 500 invités, y compris les députés, où les interventions et les propositions ont dépassé le nombre de 8 800, à partir desquelles a été élaboré le document présenté au Congrès du Parti, où il a subi de nouvelles modifications.

Nous en sommes maintenant à une étape d'une importance capitale. Les documents issus de cette autre grande réflexion, qui seront présentés en décembre prochain au Comité central et ensuite de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, seront des documents améliorés. Lorsque le Parlement en fera l'analyse et le proposera au vote, ce ne seront plus seulement les textes du 7e Congrès, mais

ceux du pays que nous voulons.

Inspirons-nous pour ce débat décisif auquel nous sommes convoqués des paroles du camarade Raul au 6e Congrès : « Sans la moindre intention de chauvinisme, j'estime que Cuba se trouve parmi le nombre réduit de pays du monde ayant les conditions pour transformer son modèle économique et sortir de la crise sans traumatismes sociaux car, en premier lieu, nous avons un peuple patriote, qui se sait puissant du fait de la force que représente son unité monolithique, la justesse de sa cause et sa préparation militaire, doté d'une instruction élevée et fier de son histoire et de ses racines révolutionnaires. »

(Granma, 16 juin 2016)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca